

Nos économies ne croissent pas au détriment l'une de l'autre. Elles croissent ensemble. C'est là une chose manifeste. En dépit même de votre déficit commercial, le commerce avec le Canada est toujours source d'emplois et d'avantages pour les États-Unis. Le Canada est votre marché étranger qui croît le plus rapidement. En dépit de la force de votre devise, nous vous avons acheté l'an dernier 53 milliards de dollars de biens, et le commerce, tant pour les Américains que pour les Canadiens, signifie EMPLOIS. En d'autres termes, nous avons une relation économique qui est unique en son genre de par son volume, de par son étendue et de par les défis et possibilités qu'elle présente pour nos deux pays.

Ces négociations ne sont pas sans précédent, nos deux pays ayant déjà essayé d'améliorer leurs rapports commerciaux. En 1935, nous avons conclu un accord commercial bilatéral. D'autres pays se sont joints à nous en 1938 et les principes de nos accords bilatéraux ont constitué la base du système commercial multilatéral d'après-guerre. Ensemble, nous avons aussi mis au point le Pacte de l'automobile et les arrangements de partage de la production de défense. Précisément parce que nous avons déjà relevé ce genre de défi, nous savons que les succès qui nous attendent nous récompenseront des énormes efforts, de la bonne volonté et de la confiance qu'exigent ces négociations.

Les États-Unis et le Canada négocieront entre eux et avec tous nos principaux partenaires commerciaux à l'occasion d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Les négociations commerciales multilatérales tenues antérieurement sous l'égide du GATT ont favorisé la libéralisation des échanges dans les deux pays. En fait, chaque ronde de négociations multilatérales a donné lieu à une série de mini-négociations bilatérales pour lesquelles l'Accord canado-américain a toujours servi de base aux résultats plus étendus qui ont entraîné notre prospérité d'après-guerre.

Les raisons qui nous poussent à renouveler nos accords commerciaux sont claires. Selon une opinion maintenant largement partagée, le progrès économique ne va certainement pas de soi. Nous nous sommes progressivement rendu compte que nos économies font face à des défis concurrentiels qui changent rapidement et qui taxeront la sagesse collective du gouvernement, des secteurs privés et de la main-d'œuvre, pour des générations à venir.

Nos deux pays ont été touchés de près par la dure réalité du chômage et du gâchis social qu'il entraîne. Nous faisons tous deux face à l'éventualité qu'une partie importante de notre jeunesse ne puisse jamais trouver d'emplois profitables si nous ne relevons pas collectivement les défis que crée l'ajustement. Et c'est dans ce sens que le renouveau économique n'est pas seulement un objectif impératif que partagent nos deux gouvernements, mais également une responsabilité civique.

Il est de plus en plus évident qu'aucun pays ne peut se permettre de s'isoler du reste du monde, et les États-Unis et le Canada ne font pas exception à la règle. Inévitablement, au fur et à mesure que le rythme des changements s'accélère, les forces protectionnistes se font jour, particulièrement dans les secteurs les plus faibles de l'industrie. Mais les politiques protectionnistes coûtent cher, elles paralysent les industries de l'avenir et récompensent les industries et les fabricants inefficaces qui, à leur tour, augmentent les prix à la consommation.